

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Eye on Jerusalem, 2012, Nabil Anani

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

AGRICULTURE / PALESTINE

À Gaza, des agriculteur/trices résistent encore sous les bombes

Terres détruites, départs forcés... L'offensive israélienne a mis à mal l'agriculture à Gaza. Malgré les bombes, certains agriculteur/trices sont resté·es, et s'entêtent pour sauver leurs champs.¹

Beyrouth (Liban), correspondance

Entre les gravats et les débris, des plantes poussent encore. Aubergines, tomates, poivrons et concombres s'entêtent à vivre au milieu des explosions d'obus, de phosphore blanc et de drones. C'est un petit miracle qui se déroule à Gaza: des agriculteur/trices tiennent bon face à l'offensive israélienne, qui a tué plus de 40.000 Gazaoui·es et contraint 2 millions de civil·es à l'exode.

Samir Khoder Ibrahim Mansi, lui, est toujours là. Malgré les bombardements et une guerre génocidaire qui ravage le territoire, le jeune agriculteur s'occupe toujours de ses 8000 m² de terres, dont 6000 à Deir el-Balah, au centre de la bande de Gaza.

Transmis à *Reporterre* par notes vocales sur *WhatsApp* par une militante écologiste gazaouie, son témoignage n'était pas facile à recueillir, faute de connexion stable et d'électricité. «Aucune zone n'est épargnée. Mais Dieu merci, pour nous, c'est mieux que

pour d'autres; ils n'ont détruit que de petites choses et n'ont touché qu'une partie des serres, explique-t-il. Cent de mes oliviers ont été bombardés. Cela pourrait être pire.»

Il ne reste rien

D'après des chiffres récents de l'Organisation des Nations unies (ONU), Israël aurait anéanti 57 % des terres agricoles de la bande de Gaza et rasé plus de 40 % des serres à coups de bombes ou de pelleteuses. La destruction est bien plus importante dans le nord de la bande et pour la ville de Gaza, où presque 90 % des serres ont disparu. 537 granges, 484 élevages de volailles et 397 élevages de moutons ont été détruits, réduisant presque à néant l'infrastructure agroalimentaire gazaouie.

Tout ce que nous produisons a disparu

Des milliers d'agriculteur/trices ont ainsi perdu leurs terres et leurs fermes, disparues sous les bombes. C'est le cas de Ghifra Ahmad

Abdelkhesi, 55 ans, mère de famille et agricultrice. «Depuis trente-cinq ans, l'agriculture était toute ma vie. On travaillait sur nos terres avec mon mari et nos enfants. Tout ce que nous produisions a disparu, tout a été détruit... Notre maison, nos cultures, la ferme de nos animaux, tout», témoigne-t-elle via *WhatsApp*.

Elle énumère avec fierté les fruits et légumes qui sortaient de ses champs: okras (en forme pyramidale), pastèques jaunes et rouges, tomates, maïs, poivrons, navets, aubergines, mloukhiya (corète potagère) en été; orge, blé, pois chiches, épinards en hiver. «Il ne reste rien. Nous sommes déplacé·es à l'hôpital al-Aqsa, à Deir el-Balah, et les animaux que nous avons réussi à sauver sont morts de faim. On a cueilli des mauvaises herbes pour les nourrir, mais cela n'était pas assez. Nous mourons nous-mêmes de faim», se déssole-t-elle.

Génocide par la famine

L'effondrement de l'agriculture à Gaza a une autre conséquence: la famine. En juin, 95 % des Gazaoui·es, soit 2,15 millions de personnes, souffraient d'insécurité alimentaire élevée. Des dizaines d'enfants sont déjà morts d'épuisement et de faim; 50.000 en sont menacés. «Nous pensons que ces chiffres sont grandement sous-estimés, puisque le système alimentaire s'est effondré et que 75 % du secteur agricole est détruit», dit Lisa Shahin, responsable de la recherche et de la mobilisation du Groupe arabe pour la pro-

tection de la nature (APN), une organisation environnementale palestinienne-jordanienne de la société civile.

Et d'ajouter: «Avant la guerre, Israël utilisait déjà la faim comme arme contre les Gazaoui-es afin de les maintenir à un niveau d'épuisement constant, de les subjuguier et de les contrôler.» Avant le 7 octobre, 65 % des Gazaoui-es souffraient d'insécurité alimentaire, et les agriculteur/trices étaient limités par le blocus israélien imposé depuis 2007. «Aujourd'hui, on assiste à l'extension logique de cette tactique: le génocide par la famine, la punition collective».

Israël bloque totalement l'importation de matériel agricole. Les agriculteur/trices doivent se contenter de ce qui a survécu aux bombardements, et à des prix exorbitants. «Nous avions l'habitude d'obtenir 1000 plants de poivrons avec 100 shekels [24 euros]; pour nous, c'était déjà cher. Aujourd'hui, cela coûte 500 shekels [121 euros]», explique Samir Khoder Ibrahim Mansi. Ces prix réduisent la viabilité économique de leur métier. «Une récolte coûte très cher, maintenant. S'il fallait dépenser 1000 dollars avant la guerre, c'est maintenant 4000 ou 6000 dollars.»

Replanter au milieu des débris

Dans ce contexte délétère, certaines associations locales tentent d'aider les agriculteur/trices. L'APN, basé à Amman (Jordanie) mais avec des équipes à Gaza, a ainsi lancé la campagne *Revive Gaza's Farmland* (Faire revivre les terres agricoles de Gaza). «Nous sommes encore en contact avec 500 agriculteur/trices, et avons réussi à soutenir 162 d'entre elleux. Nous leur fournissons des semences, surtout des légumes pour nourrir rapidement le maximum de personnes: concombres, tomates, aubergines, courgettes, poivrons...», explique Lisa Shahin.

L'APN aurait ainsi replanté 500.000 pousses de légumes, 900 kg de graines de mloukhiya, 115.000 graines d'aubergines et de piments, sur un total de 40 hectares sur toute la bande de Gaza, en plus d'un projet de réhabilitation de la pépinière de la ville de Gaza. «Mes champs ont été détruits, des puits jusqu'aux cultures. L'APN m'a remis sur pied en m'aidant à replanter des aubergines de zéro, témoigne anonymement un agriculteur de l'est de la bande de Gaza, par peur de représailles israéliennes. Je dois nourrir vingt-deux personnes de ma famille. Je traite mes plantes comme des enfants, j'en prends soin, mais nous sommes entourés de débris et de fragments de missiles. On a besoin d'aide.»

Pour Lisa Shahin, cette aide d'appoint n'est qu'une première étape

pour éviter le pire. «Une fois la guerre terminée, nous lancerons deux autres étapes de la campagne: nous aiderons des pêcheur-euses avec des filets et la réparation de leurs bateaux, nous restaurerons des puits, et planterons des arbres fruitiers pour compenser les 55.000 arbres déracinés par l'occupation dans la ville de Gaza. Puis, nous réhabiliterons les élevages et distribuerons des ruches, comme nous le faisons avant la guerre», dit-elle.

L'identité agricole de Gaza

En pleine guerre, le travail des associations reste difficile. «J'ai été contraint de fuir deux fois, et nous avons dû déplacer nos bureaux à cause des bombardements», témoigne Mahmoud Alsaqqa, manager de programmes chez Oxfam à Gaza. Les nouveaux bureaux de l'association, déplacés à Deir el-Balah et Rafah, servent aussi de refuge. «Avant la guerre, je travaillais sur un programme pour mettre en valeur la chaîne de production des agriculteur/trices, améliorer leurs qualité et production, ainsi que leur accès aux marchés externes... Maintenant, on lutte pour leur survie», dit-il au téléphone.

Oxfam distribue ainsi des bons de consommation et de l'argent liquide aux agriculteur/trices, qu'ils peuvent dépenser en engrais, en graines ou pour se nourrir. «La condition pour qu'ils puissent faire revivre leurs cultures, c'est déjà qu'ils ne meurent pas de faim. Ça leur redonne confiance, envie de se battre», explique-t-il.

Et d'ajouter: «La quasi-entière des zones agricoles du nord de Gaza sont détruites.

Les champs de Beit Lahya, mondialement connus pour leur production de fraises, ont disparu. C'est une attaque contre notre identité palestinienne, de paysans fellahin, contre notre culture de l'olivier.» Selon lui, «sur les 200.000 agriculteur/trices qu'il y avait à Gaza, de nombreux sont mort-es, blessé-es ou déplacé-es» et «moins de 10 % d'entre elleux arrivent encore à exercer».

Pourtant, malgré l'ampleur de la destruction, il ne manque pas d'optimisme: «Les Palestiniens sont résilients, on va tenir bon. Ce qu'il nous faut, c'est un cessez-le-feu et la levée du blocus.» Et que les Gazaoui-es retrouvent leur autosuffisance en légumes. «Je crois fermement qu'on y arrivera de nouveau. Continuer l'agriculture, aujourd'hui, c'est un acte de subsistance, mais aussi de résistance.»

Philippe Pernot*
22 août 2024
Reporterre**

* Photojournaliste indépendant du sud de la France, basé au Liban. Il travaille actuellement comme correspondant indépendant pour le *Frankfurter Rundschau* (Allemagne), *Reporterre* (France) et écrit pour l'organe d'information anarchiste *Mouais - Le Mensuel dubitatif* (France). Son travail comprend également des reportages pour divers médias européens et libanais tels que *L'Orient-Le Jour* (Beyrouth), *The New Arab* (Londres), *Slate* (Paris), *L'Orient Today* (Beyrouth), *NOW Lebanon* (Beyrouth), la *Süddeutsche Zeitung* (Munich), *Politis* (Paris), le *Middle-East Eye* (Londres) et *Neues Deutschland* (Berlin).

** Reporterre, le média de l'écologie est un média indépendant à but non lucratif, en accès libre, sans pub, financé par les dons de ses lecteurs et lectrices. <<https://reporterre.net>>

1. Voir aussi «Semer les graines de l'espoir» dans *Archipel* N°337, juin 2024.

2. Chiffres au moment où l'auteur a écrit...



La poursuite de l'utopie 5, Nabil Anani

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Septembre 2024 - Nr. 339 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

Appel juif international contre le génocide à Gaza

«Depuis plus de dix mois, tous les jours à Gaza, des personnes âgées, des femmes, des enfants, des hommes sont sciemment visés et tués. L'occupant attaque les écoles, les hôpitaux, les campements de réfugiés. Il s'acharne sur les médecins, les journalistes, les athlètes.» **Dans cette tribune, un collectif international d'enseignant·es, journalistes, militant·es, artistes et personnalités appelle au cessez-le-feu et à «la solidarité concrète avec la population de Gaza martyrisée».**

[L'occupant] organise la famine. L'occupant torture les prisonnier·es comme l'a démontré le rapport de B'Tselem*.

Depuis des mois, des centaines de milliers de Gazaoui·es survivent sous la tente dans les pires conditions, avec une absence d'hygiène qui favorise les épidémies. Le monde sait et les dirigeant·es se taisent. Certain·es se disent «préoccupé·es» mais, collectivement, iels laissent le gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël détruire chaque jour un peu plus le droit international. Pire, iels continuent de fournir armes et munitions aux génocidaires. Les États-Unis viennent de renouveler leur financement de milliards de dollars à Israël pour des armes et de l'équipement militaire.

La décision qui s'impose, sanctionner fortement cet État qui commet les pires crimes en toute impunité, n'est toujours pas prise.

Nous, Juives et Juifs, parce que le crime se commet en notre nom, parce que nous refusons d'être complices de ce crime atroce, parce que nous refusons que l'antisémitisme (qui est notre histoire intime) soit utilisé pour justifier l'horreur,

Nous appelons à la solidarité concrète avec la population de Gaza martyrisée, nous appelons à exiger le cessez-le-feu et l'arrêt de cette tuerie, nous appelons tous les pays à sanctionner l'État d'Israël, nous appelons au jugement des criminels de guerre et de leurs complices.

Pour signer l'appel, lire le texte en anglais, ou consulter les signataires:

<https://framaforms.org/appele-juif-international-contre-le-genocide-a-gaza-1724141001#appel>

* Centre israélien d'information pour les droits humains dans les territoires occupés.

Premiers signataires

Simon Assoun (Tsedek, France)
Ariella Azoulay (essayiste et photographe, États-Unis, Israël)
Etienne Balibar (philosophe, France)
Michel Benizri (comédien, France)
Manon Boltansky (NPA, France)
Rony Brauman (médecin, France)
Eitan Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël)
Éléonore Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël)
Judith Butler (philosophe, États-Unis)
Zohar Chamberlain Regev (Flottille de la liberté, Israël)
Shelley Cohen Fudge (JVP, États-Unis)
Laurent Cohen Medina (traducteur, Espagne)
Liliana Cordova-Kaczerginski (IJAN, Espagne)

Hilla Dayan (sociologue, Israël, Pays-Bas)
Sonia Fayman (UJFP, France)
Dror Feiler (EJJP, Suède)
Gabriel Hagar (rabbin, France)
Shir Hever (économiste, Allemagne/Israël)
Carolyn Karcher (professeur, JVP, États-Unis)
Pierre Khalfa (syndicaliste, France)
Daniel Kupferstein (cinéaste, France)
Déborah Leter (Tsedek, France)

Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien, France)
Gus Massiah (CRID, France)
Béatrice Orès (UJFP, France)
Ilan Pappé (historien, Israël)
Nurit Peled-Elhanan (professeur, Israël)
Donald Pelles (JVP, États Unis)
Fanny-Michaela Reisin (professeur, Allemagne)
Yakov Rabkin (professeur, Canada)
Catherine Samary (chercheuse, France)
Jérôme Segal (maître de conférences, France)
Yonatan Shapira (ancien pilote, Israël)
Michèle Sibony (UJFP, France)
Eyal Sivan (cinéaste, essayiste, France/Israël)
Pierre Stambul (UJFP, France)
Michel Staszewski (professeur, Belgique)
Marcelo Svirsky (professeur, Argentine et Australie)
Lea Tsemel (avocate, Israël)
Dominique Vidal (journaliste, France)
Richard Wagman (UJFP, France)
Michel Warschawski (journaliste et militant, Israël)

LETTRE DE LECTEUR

Nous publions ici une lettre de lecteur qui nous est parvenue au sujet de l'article «Des femmes pour la paix». Même si nous approuvons une partie de ses arguments, nous ne nous sentons pas de discuter, étant nous-mêmes dans une situation de sécurité, des choix que font des personnes qui vivent elles-mêmes sous les bombardements. Nous tentons juste de rendre compte des initiatives qui vont à rebrousse-poil de la haine ambiante.*

J'admire l'abnégation et le courage des femmes (et même de quelques hommes!) de Palestine et d'Israël qui, contre l'ostracisme et la dérision de la part de beaucoup de leurs compatriotes, ne perdent pas l'espoir de voir un jour la paix régner dans leurs pays.

Mais cependant, parler de paix en Palestine en ce moment sonne assez creux et même cynique: qui ne voudrait pas la paix, entendue comme absence de guerre? Tout le monde dit travailler pour la paix; même Netanyahu la désire: après avoir tué ou expulsé tous les Palestinien·nes, Israël aurait sa paix!

Pour espérer résoudre à long terme le conflit qui traîne depuis presque un siècle dans la région, le terme qu'il faut employer, revendiquer et poursuivre est celui de justice.

Or, bien que ce terme soit employé quelques fois dans le texte, il manque de contenu précis, hormis l'objectif d'obtenir «une vie dans la paix, la sécurité, l'égalité et la justice», ou «une paix inclusive et juste» – des paroles assez vagues, si on ne les pourvoit pas des actes, des décisions et des impositions politiques qu'on estime nécessaires pour les concrétiser.

Voici alors les contenus du terme «justice» que toute personne qui connaît la question ne peut pas se permettre d'éluder: justice signifie le droit à l'autodétermination du peuple palestinien sur une partie de la terre qu'on leur a volée depuis 1948, c'est-à-dire au moins entre la fameuse «ligne verte». Justice signifie le droit au retour des réfugié·es palestinien·nes ou à l'indemnisation de celles et ceux qui préfèrent aller ailleurs. Justice signifie démantèlement du mur en Cisjordanie et de la barrière qui transforme Gaza en une prison à ciel ouvert. Justice signifie retrait total des colons de la Cisjordanie et de Jérusalem-est. Justice signifie fin de l'apartheid et égalité de droits pour les Palestinien·nes d'Israël...

Pour terminer, je répète que j'éprouve beaucoup de sympathie pour ces femmes, mais: tant qu'elles ne définiront pas concrètement les pas qu'il faut accomplir pour atteindre la paix, c'est-à-dire tant qu'elles ne revendiqueront pas à haute voix les points exposés ci-dessus, leur espoir restera un pieux désir.

Alberto Tognola
Grono, TI, Suisse

* Archipel N° 338, juillet-août 2024

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Vivre malgré tout

Un voyage à Kharkiv et dans le Donbass en mai 2024, deuxième partie

Traverser l'Ukraine durant la deuxième quinzaine de mai était un grand privilège: des jours de route sur des routes étonnamment bonnes à travers des paysages fleuris et variés, des villages amoureusement entretenus, des parterres de fleurs luxuriants devant des maisons modestes et des mégapoles avec des parcs immenses et une architecture passionnante¹.

Nous voyageons avec les ami·es volontaires qui mènent des ateliers de dessin avec des enfants.

Encore un jour à Kharkiv

Dans la cour de l'immeuble au centre-ville ou nous avions loué un petit appartement, nous avons fait connaissance avec Nina Ivanivna, une retraitée pleine de vitalité. Pendant 47 ans, elle a enseigné le russe dans un lycée. La moitié de sa famille vit en Russie, et elle parle bien sûr le russe – littéraire qui plus est. Nina n'a plus de contact avec ses parents de l'autre côté de la frontière. Elle soutient ses voisines trop seules et entretient les parterres de fleurs. Jusqu'au début de la guerre, elle vivait dans la banlieue de préfabriqués de Saltivka, à la périphérie nord-est de Kharkiv, construite dans les années 1970 pour 400.000 habitant·es. Pendant l'offensive russe en 2022, Saltivka a subi les bombardements et tirs d'artillerie quotidiens. Nina a alors déménagé en centre-ville. Un peu plus tard, son immeuble à Saltivka, rue de l'amitié des peuples (sic) a été touché par un missile, il y manque désormais quelques appartements.

Dans la cour ombragée de son immeuble, ce n'est pas non plus tout à fait tranquille. Des missiles russes y ont frappé à trois reprises, un petit poste de transformation était en train d'être reconstruit lors de notre séjour. Ni les frappes du passé ni l'offensive russe en cours ne semblaient tourmenter notre voisine, visiblement contente de recevoir des gens qui s'intéressaient à son histoire.

Plusieurs de nos interlocuteur/trices à Kharkiv nous ont confirmé qu'aux premiers mois de la guerre en 2022, les trois quarts de la population avaient quitté la ville. Mais après la contre-offensive ukrainienne de l'automne 2022, beaucoup sont revenu·es et elle compte à nouveau 1,5 million, soit environ 70 % de la population d'avant-guerre. Après avoir bu le thé avec Nina Ivanivna, nous avons rencontré Yevhen Byelov, coordinateur du mouvement Kharkiv Libre.

Kharkiv Libre

Yevhen, pas encore la trentaine, est entrepreneur et propriétaire d'un centre de loisirs avec sauna et bain turc, qu'il a fermé au début de la guerre. Depuis, il est le coordinateur de l'organisation de bénévoles *Mouvement pour un Kharkiv libre*. En l'espace d'une demi-heure, il nous a résumé ce que son équipe a accompli au cours des deux dernières années et demie, et c'est vraiment impressionnant. Dès les tous premiers jours de la guerre, Kharkiv était en grand danger, les Russes arrivaient jusque dans les faubourgs. La ville était à moitié encerclée et bombardée. Les volontaires ont à ce moment-là pris en charge l'approvisionnement de quartiers entiers à la place des

services publics: repas chauds et aide humanitaire pour les personnes dans le besoin, installation d'abris antiaériens, aide aux réfugié·es. *Yevhen*: Il y avait tout un réseau de restaurants et autres cuisines collectives. Nous leur fournissions des denrées alimentaires et distribuions des repas à emporter. Ensuite, nous avons aidé des personnes à fuir les zones alors occupées. Après la libération de ces régions [en septembre 2022], nous avons aidé à réparer les habitations qui y avaient été détruites.

De quoi vivent les volontaires?

Yevhen: une partie des volontaires continue à avoir un emploi fixe et en vivent, tout en se consacrant à notre travail commun pendant leur temps libre. Certain·es, comme moi, n'ont plus de travail salarié et notre ONG les soutient pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. Depuis un certain temps, notre priorité est l'aide humanitaire dans les zones libérées (à l'est de Kharkiv). Depuis la nouvelle offensive russe, nous aidons les habitant·es des zones concernées à fuir, nous évacuons également de nombreux animaux domestiques. Le troisième domaine d'activité est la réparation des habitations après les tirs de missiles russes. Nous sommes immédiatement informé·es lorsqu'un missile a frappé et nous nous y rendons. Nous apportons une aide médicale et sécurisons la zone dangereuse. Nous remplaçons provisoirement les fenêtres brisées par des panneaux d'aggloméré ou des films plastiques, et nous évacuons les débris. Nous travaillons en coordination avec les services de secours de la ville. Nous avons actuellement d'autres projets. Nous mettons en place un hôpital pour les membres de la protection civile. Dans notre oblast, plus de 7000 hommes et femmes en font actuellement partie. Iels ont besoin d'un établissement adapté à leurs besoins particuliers, avec des médecins spécialisés et les installations adéquates, ce qui n'existe pas actuellement. Les coûts s'élèvent à environ 50 millions de Hryvnias (1,2 million d'euros). Les travaux de construction sont également réalisés, du moins en partie, par des bénévoles. Et ici, dans cette zone [nous nous trouvons dans un parc municipal au centre], il y a un centre de jeunesse municipal. Ensemble, nous planifions des cours pour les enfants. Iels apprennent comment se comporter en cas de tirs de missiles et comment ne pas se mettre en danger avec des mines et autres objets explosifs. En même temps, nous travaillons aussi avec les parents. Le bâtiment que nous voulons utiliser à l'avenir pour ces cours a été fortement endommagé après un tir de missile, nous commençons maintenant à le rénover. Il y a là toutes les pièces nécessaires et surtout des souterrains sûrs. À Kharkiv, presque tous les enfants suivent actuellement des cours en ligne.

Il y a une école dans le métro et deux écoles souterraines sont en construction. Avec l'offensive russe de début mai, nous avons dû réorganiser notre travail. Maintenant, nous aidons surtout les gens des zones de front à fuir. Les processus sont bien coordonnés, chacun a sa tâche. Dans un premier temps, les personnes se trouvant dans la zone de danger immédiat sont acheminées vers des points de rassemblement, d'où elles sont transportées par de grands bus vers le centre-ville, où elles reçoivent un peu d'argent et tout ce dont elles ont besoin, avant d'être dirigées vers des logements provisoires. Ces derniers jours, nous avons également évacué de nombreux animaux domestiques. Certaines personnes veulent garder leurs animaux, même pendant leur fuite, pour d'autres ce n'est pas possible.

Et comment vous sentez-vous après plus de deux ans de guerre ?

De mon côté, tout va bien. Je suis un peu fatigué et j'aimerais bien me reposer un peu. Je n'ai pas eu de jour de congé depuis le début de la guerre. Mais lorsque je sors de chez moi et que je sais ce que j'ai à faire, la fatigue disparaît. Je ne peux pas me reposer si je sais que les gens de la ville voisine de Vovtchansk sont en train d'être bombardés. Toute mon équipe fonctionne ainsi.

Quels sont vos besoins les plus urgents?

Nous cherchons des coordinateurs de projet. Iels ne doivent pas nécessairement vivre ici. Mais nous voulons étendre notre travail et cherchons à entrer en contact avec les grands bailleurs de fonds, et pour cela nous avons besoin de personnes qualifiées, capables de formuler des projets et de rédiger des rapports. Nous avons invité Yevhen et son équipe à se reposer en Transcarpatie dès qu'ils trouveront le temps pour ça.

Voyage de Kharkiv au Donbass

Le jour où nous avons poursuivi notre voyage, plusieurs roquettes se sont abattues à proximité de notre logement. L'une dans le parc municipal voisin (à quoi bon?), trois autres ont détruit l'une des plus grandes imprimeries d'Ukraine pendant les heures de travail, sept personnes sont mortes et plusieurs dizaines de milliers de livres scolaires ont brûlé. C'est de toute évidence un acte délibéré. En 2022, les occupants russes ont assassiné l'auteur de livres pour enfants Volodymyr Vakoulenko dans la ville voisine d'Izioum. Plus tard, l'écrivaine Viktoria Amelina a trouvé dans le jardin de l'auteur son dernier manuscrit caché et l'a publié peu avant d'être elle-même tuée par un missile russe à Kramatorsk. Tous deux ont été publiés par la maison d'édition Vivat, et leurs livres ont été imprimés dans l'imprimerie *Faktor Druk*, désormais détruite. Sur la route nationale, nous avons vu plus de véhicules de l'armée que de véhicules civils, surtout dans le sens inverse. Apparemment, des unités supplémentaires ont été transférées du Donbass vers le front, au nord de Kharkiv. Après une cinquantaine de kilomètres, nous sommes arrivé·es dans la région occupée par les Russes de mars à septembre 2022. Des villages entiers ont été détruits et vidés de leur population. Nous avons vu de nombreuses machines de déminage en action et les tableaux d'avertissement pour ne surtout pas quitter la



Peinture Volodymyr Budnikov

route. Nous avons été arrêté·es à un poste de contrôle à Izioum et un soldat âgé nous a demandé si nous pouvions emmener son camarade jusqu'à Kramatorsk, sa voiture étant en panne. Notre nouveau compagnon de voyage était un jeune homme sympathique, même doux. Nous avons ainsi un guide militaire pour ce tronçon de route. Beaucoup de ses camarades de combat avaient perdu la vie ici, il nous a montré les endroits et raconté ce qui s'était passé. Stanislav combat dans l'armée depuis 2014, il disait qu'il était probablement né pour cela. Originaire d'Ukraine centrale, il fait maintenant partie d'une unité d'élite. Sa femme s'est installée près du front.

Kostiantynivka

Ayant passé Kramatorsk (le centre administratif de l'oblast de Donetsk depuis 2014, quand la ville de Donetsk a été occupée) nous avons poursuivi notre route vers Kostiantynivka. En temps de paix, la ville comptait 70.000 habitant·es. Le front n'est qu'à un peu plus de 10 km, mais plus de la moitié de la population se trouve sur place. Notre destination était l'école de musique et d'art locale. La jeune directrice Alina nous a d'abord donné l'impression d'être «sur les nerfs», mais après quelques minutes seulement, elle s'est détendue. Au début de la guerre, elle s'est réfugiée avec sa famille dans l'ouest de l'Ukraine. En automne 2022, elle est revenue chercher des vêtements d'hiver dans son appartement – et a décidé de rester. Bien qu'elle vive dans un immeuble au septième étage et qu'elle soit parfaitement consciente des risques encourus si près du front, elle ne veut repartir qu'en cas d'extrême urgence. *Alina*: Notre école d'art offre toujours des cours à 400 enfants, en ligne à quelques exceptions près. Il y a aussi beaucoup d'enfants qui ont fui à l'étranger avec leur famille et qui continuent à suivre des cours en ligne avec leurs ancien·es enseignant·es. Avant la guerre, nous avions 700 élèves. Dans notre cave, nous organisons plusieurs fois par semaine des petites projections de films, des ateliers de

peinture, des jeux, etc. où les enfants peuvent donc aussi se rencontrer dans la vie réelle. Comme toutes les institutions que nous avons visitées, l'école d'art de Kostiantynivka sert aussi de centre de distribution d'aide humanitaire et administrative pour les réfugié·es. La ville accueille de nombreux réfugié·es en provenance des territoires occupés proches et des localités situées directement sur le front.²

Droujkivka

Lors de nos rencontres dans le Donbass, il s'agissait avant tout de soutenir les initiatives qui travaillent avec des enfants. Malgré le danger de la guerre toute proche et les fréquents tirs de missiles, des centaines de milliers de familles avec enfants continuent d'y vivre. Les écoles sont en ligne depuis des années (depuis le Covid), la plupart des activités extrascolaires se font également par visio, par exemple les cours de musique et de danse. La qualité médiocre de cet enseignement n'est pas le problème le plus important. Le manque de contacts humains entre les enfants est plus grave. Genia, Nastya et leur collègue Ania cherchent des lieux où iels peuvent organiser des ateliers avec les enfants. Iels les invitent à dessiner leur lieu préféré, qui a souvent été détruit ou qui n'est plus accessible pour diverses raisons, et de raconter l'histoire correspondante. C'est ainsi que nous nous sommes rendu·es à la bibliothèque municipale de Droujkivka, où nous avons été très bien accueilli·es. Droujkivka est célèbre pour son halva de tournesol et sa porcelaine. A la bibliothèque, deux dames très gentilles et déjà proches de la retraite nous ont offert le thé et raconté les activités quotidiennes avec les enfants de la ville qui n'a, par miracle, pas trop souffert de la guerre pour le moment.

Kramatorsk

Cette ville fourmille de soldat·es qui se déplacent dans tous les véhicules possibles et imaginables. S'y ajoutent de nombreux volontaires étrangers, on le remarque surtout

dans les cafés du centre. Le 27 juin 2023, un tir de roquette ciblé sur l'un de ces établissements a coûté la vie à l'écrivaine ukrainienne Viktoria Amelina et à douze autres personnes. Un agent local avait rapporté à son intermédiaire russe que de nombreux militaires se trouvaient dans la Pizzeria Ria à ce moment-là, ce qui était carrément faux. L'homme a été arrêté et condamné à la prison à vie.

Terykon

Non loin de là, nous avons visité le centre de jeunes Terykon (en français: terri) récemment aménagé par l'organisation de bénévoles *Base_UA*³. Notre amie Sasha (Oleksandra Chernomashyntseva) est une jeune femme spécialiste de cinéma et de théâtre qui a abandonné ses études à Prague au début de la guerre de 2022 pour faire du bénévolat avec *Base_UA*. Elle est l'une des forces vives de Terykon. Contrairement aux autres

établissements que nous avons vus, Terykon est bien équipé et même l'abri antiaérien offre une atmosphère assez agréable. Il y a même un petit labo photo. Elle nous a toutefois appris que l'administration militaire régionale avait interdit la veille tout rassemblement public de personnes en raison d'une menace accrue d'attaques russes. Terykon n'a ouvert ses portes que l'hiver dernier et accueille désormais régulièrement plus de 100 enfants des environs. Sasha n'est pas très contente des interdictions de l'administration militaire. Du coup les enfants restent dans la rue près des immeubles et sont plus en danger que dans les bâtiments relativement bien protégés.

Puis nous nous sommes rendus au nouveau local de l'initiative *Tato-Hub* similaire et encore mieux aménagé. Ils ont emménagé dans une ancienne agence bancaire. Les murs épais en béton armé offrent une bonne protection contre les tirs russes. Sacha dirige le *Tato-Hub*. Ici aussi, l'aide humanitaire de toute l'Europe est distribuée aux personnes dans le besoin. Des familles, qui vivaient autrefois à Bakhmout et dans d'autres localités détruites et occupées plus à l'est, se sont installées à Kramatorsk. Depuis peu, elles reçoivent une compensation de 500 dollars par mètre carré de surface habitable qu'elles ont perdu. Avec cet argent, certains s'offrent des appartements non loin de leur ancien domicile, ici à Kramatorsk. Les versements viennent toutefois seulement de commencer.

Sviatohirsk

Cette petite ville au nord de Kramatorsk et de Sloviansk est célèbre, du moins en Ukraine, pour ses beaux paysages et son grand monastère, très prisé des touristes avant la guerre. La visite de Sviatohirsk a détruit mes dernières idées reçues sur le Donbass. Cependant, de grandes parties de la ville ont également été détruites, car de violents combats y ont eu lieu en 2022. Durant les trois mois de l'été 2022, la région a été occupée par les Russes. Nastya, Ania et Genia voulaient y organiser un atelier

de deux jours pour les enfants locaux dans un centre culturel. Elles ont dû l'annuler à la dernière minute en raison de l'interdiction de l'administration militaire régionale. C'était une décision difficile après la longue route. Iryna, la jeune directrice du centre de jeunesse voulait à tout prix trouver une solution de rechange, mais nos amis ont finalement trouvé que les conditions pour un travail tranquille, qui implique une certaine confiance, n'étaient pas réunies.

Lyman

Cette petite ville, située à l'extrême nord-est de l'oblast de Donetsk, était notre dernière destination dans le Donbass. Ici aussi, des familles et des enfants continuent à vivre, et un centre de jeunesse local propose diverses activités aux enfants. C'est là que nous voulions livrer du matériel de peinture et de bricolage. L'intensification de l'offensive russe a contrarié nos plans. Au dernier poste de contrôle, à environ 5 km de la ville, nous n'avons pas pu passer. Les soldats qui contrôlaient étaient tout à fait polis et même amicaux, mais les instructions étaient claires: parmi les civils, seul.e les habi-

tant.es étaient autorisé.es à entrer dans la ville. Nous avons par la suite envoyé l'aide pour Lyman par coursier et elle est bien arrivée. Fin août, selon les informations officielles, il ne reste plus que 8 enfants dans cette ville, leur évacuation avait déjà été ordonnée en juillet.

Après deux ans et demi de guerre, cela ressemble à de la routine. Mais le sentiment d'impuissance est un poison qui disparaît lorsqu'on regarde les gens dans les yeux. A bientôt pour un nouveau compte-rendu de voyage.

Jürgen Kräftner
membre FCE – Ukraine

1. Voir la première partie dans le N° d'Archipel de juillet-août. L'intégralité du rapport de voyage est téléchargeable là: <https://www.sady-longomai.com/blog-3-1/blog-post-title-one-armee-m9trg>.

2. Le 26 août, face aux tirs de plus en plus intenses sur la ville et ses alentours, l'administration militaire régionale a ordonné l'évacuation forcée des familles avec enfants de Kostyantynivka et de 16 autres villages. Le 8 août, un supermarché situé à un kilomètre de l'école d'arts avait été frappé par un missile, 14 personnes sont mortes et 44 ont été blessées, le 24 août il y a de nouveau eu plusieurs victimes après une attaque de missiles.

Nous avons appelé Alina et il s'avère qu'elle s'est déjà réfugiée à l'étranger avec son enfant. Elle nous a demandé de l'aide pour reloger des familles nombreuses, nous étudions actuellement les possibilités à court terme.

3. <<https://baseua.org/kids/>>

nière fois entre 2012 et 2017 – sous la forme du «Parti socialiste» (PS), des Verts français sous la forme du parti «Les Ecologistes», du «Parti communiste français» (PCF) ainsi que de la plateforme électorale hétérogène de gauche sociale-démocrate et populiste «LFI-La France insoumise». Ces quatre partis ou mouvements politiques sont réunis au sein d'un comité de coordination où sont prises les principales décisions. Une centaine d'autres organisations sont cependant affiliées, rattachées ou associées à l'alliance, parmi lesquelles des partis politiques non représentés au Parlement, tel que le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), issu du trotskysme non dogmatique, mais aussi des organisations non gouvernementales, telles que le groupe antifasciste «Jeune Garde», bien implanté à Lyon. Son candidat, Raphaël Arnault, 29 ans, a d'ailleurs été élu député à Avignon avec près de 55% des voix exprimées, en dépit d'une forte hostilité médiatique. Schématiquement, les deux partis les plus forts de l'alliance du NFP sont, d'une part, une social-démocratie de droite sous la forme du Parti socialiste (PS), qui a gouverné en dernier lieu de 2012 à 2017 et qui a connu un échec cuisant à l'époque, mais qui est aujourd'hui remonté dans l'opposition, et, d'autre part, la plateforme électorale «La France insoumise» (LFI), une sorte de social-démocratie de gauche avec une touche populiste et un programme fortement keynésien.

Rappelons le contexte: le noyau dur de LFI est issu à l'hiver 2008/09 d'une scission du Parti socialiste inspirée par l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG) allemande. Plus tard, le mouvement électoral qui s'est formé par élargissements successifs sous la direction de Jean-Luc Mélenchon a regroupé d'autres courants et groupes d'électeur/trices, par exemple des groupes d'électeur/trices plutôt proches des syndicats hérités d'un Parti communiste, fortement en déclin, et des courants écologistes – auxquels LFI, contrairement au PC français, propose un désengagement de l'énergie nucléaire et une remise en question du concept de croissance.

Il y eut aussi un temps des nationalistes de gauche au sein de LFI, mais leurs courants les plus contestables ont été rejetés.

Suite aux résultats des élections présidentielles d'avril 2022, lors desquelles le fondateur de LFI, Mélenchon, a obtenu plus de 20% des voix, alors que la candidate de la droite sociale-démocrate, Anne Hidalgo, n'en avait obtenu que 1,7%, le Parti socialiste a dû s'adapter aux nouveaux rapports de force à gauche. Des années 2022 à 24, il a rejoint une coalition de gauche, la NUPES (Nouvelle Union populaire écologique et sociale) relativement peu structurée et où le PS a dû se soumettre à la domination de fait de LFI. Du moins jusqu'à ce que la liste soutenue par le «Parti socialiste» fasse à nouveau mieux que LFI (9,9%) lors des élections européennes de juin 2024, avec 13,8% des voix.

Les différences actuelles s'expliquent par le fait que – même si cela n'est pas exprimé ouvertement et explicitement par les deux parties – la direction du PS souhaiterait établir une gouvernance et une capacité de gouvernement plus ou moins stables sur une longue période, et serait pour cela prête à

FRANCE

Le nouveau Front Populaire

Nous sommes bien sûr extrêmement soulagé.es que le Nouveau Front Populaire ait gagné les élections. La mobilisation pour empêcher un gouvernement d'extrême droite a été énorme. Bernard Schmid se penche sur la nouvelle alliance et fait référence au «Front Populaire» historique*.

Les événements historiques se déroulent toujours deux fois: une fois comme tragédie, une fois comme farce, écrivait en substance un certain Karl Marx dans son ouvrage de référence *Le dix-huitième Brumaire de Louis Bonaparte*. (...) Ces réflexions s'appuyaient également sur l'idée qu'un événement historique important ne peut jamais être répété à l'identique: lors de la deuxième fois, les acteurs et actrices connaissent toutes la constellation de base du premier événement, peuvent nommer les causes et les effets de l'époque et s'y adapter en conséquence. C'est pourquoi la même chaîne d'événements ne se répète jamais sous une forme identique, de la même manière que personne (ou presque) ne tombe deux fois de suite dans le même trou; du moins s'il se trouve au même endroit ou qu'il est indiqué de manière similaire. Et du moins, si la personne concernée est à peu près douée d'intelligence...

Précision: cette analyse historique ne nie pas la montée ou la résurgence actuelle d'un néofascisme contemporain, même si celui-ci ne prend évidemment pas des formes identiques à celles du fascisme historique. (...) Les événements qui nous occupent aujourd'hui ne permettent pas vraiment d'appliquer cette explication par ailleurs pertinente du philosophe barbu. Il s'agit du «Front Populaire» et de sa réédition, c'est-à-dire du «Nouveau Front Populaire» (NFP). Car tout d'abord, le «Front Populaire» historique, c'est-à-dire l'alliance

défensive antifasciste à partir de 1934, qui devint temporairement une alliance gouvernementale en 1936 et 37 sous Léon Blum, n'était pas une «tragédie». Certes, l'arrivée au pouvoir du «Front Populaire» impliquait aussi un renoncement ou une renonciation provisoire à la révolution, à laquelle une partie des forces impliquées aspirait à l'époque. Mais de manière générale, la période 1936/37 est plutôt associée dans la mémoire collective à des souvenirs positifs et à des acquis sociaux, notamment à l'introduction pour la première fois en France des congés payés (deux semaines par an).

Le «Parti communiste français» (PCF), la social-démocratie française de l'époque sous la forme de la SFIO ainsi que le parti des «Radicaux de gauche» ont participé au «Front populaire» historique de 1934/1936. Cette appellation, «Radicaux de gauche», conduit souvent, vraiment souvent, dans les articles de presse à la confusion. (...) Les «radicaux» de l'époque représentaient l'aile anticléricale, petite-bourgeoise et plus à gauche des libéraux divisés au 19^e siècle. Il existe d'ailleurs encore aujourd'hui en Suisse un parti qui s'appelle «Parti radical-libéral»¹ dans la partie francophone du pays.

Le nouveau Front Populaire

Le «Nouveau Front Populaire» (NFP) se compose de l'ancienne social-démocratie gouvernementale – au pouvoir pour la der-



Defilé du 14 Juillet 1935, photo Agence Presse Meurisse

faire les compromis nécessaires, par exemple avec le camp Macron ou une partie de celui-ci. La plateforme électorale LFI rejette en revanche une telle ambition. Chez LFI aussi, on est bien sûr conscient·e qu'avec à peine 32 % des sièges à l'Assemblée nationale, le Nouveau Front Populaire (NFP) – bien que première force politique – n'est pas en mesure de gouverner seul à long terme.

C'est d'ailleurs également l'une des différences historiques avec 1936, car à l'époque, la coalition Front-Populaire avait obtenu une nette majorité des sièges au Parlement, avec 57,78% des suffrages exprimés. Mais la stratégie de LFI est en la matière double: soit certaines mesures passent au Parlement, même en l'absence de majorité de sièges, parce qu'en raison des majorités sociales dans le pays, d'autres forces politiques n'osent pas voter contre, soit un gouvernement dirigé par le NFP tombe dans un délai plus court sur un vote, de préférence sur une mesure particulièrement symbolique. On aurait ainsi montré concrètement à la population que ce n'est pas possible et que celle-ci doit contribuer à chercher d'autres voies.

Mais cela soulève une question: bien que le Front Populaire historique ne constitue certainement pas une «tragédie» (malgré toutes les discussions stratégiques de l'époque sur le renoncement ou non à la révolution, sur la livraison d'armes ou non à la République espagnole menacée), la question de si une farce n'était pas en train de se jouer en France s'est posée. Au fil des jours et des semaines qui ont suivi le 7 juillet 2024, jour des élections, cette impression n'a cessé de croître, ou du moins d'être évoquée dans les grands médias, après que des tensions notoires au sein de l'alliance de gauche ont fait qu'il n'a pas été possible pendant environ deux semaines et demie de désigner un candidat commun au poste de Premier·e ministre.

En 1936 encore, c'était différent, car à l'époque, il était clair pour toutes les parti-

cipant·es que le dirigeant social-démocrate Léon Blum (SFIO) serait le candidat commun au poste de Premier ministre. Blum était en même temps un magistrat de haut rang et, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le leader incontesté de la partie de la social-démocratie française historique qui ne se fondait pas dans le PC. Contrairement à l'Allemagne à l'époque de la scission SPD/USPD /KPD², l'aile de la social-démocratie française qui optait pour un rattachement à la «Troisième Internationale» et un changement de nom en «communiste» était nettement plus forte que l'autre. C'est pourquoi la fraction majoritaire de la social-démocratie devint, lors du Congrès de Tours en décembre 1920, la SFIC ou «Section française de l'Internationale communiste», puis le PC français, précurseur de l'actuel Parti communiste français. Blum dirigea cependant ce qui restait de la social-démocratie, qui continuait à s'appeler SFIO ou «Section française de l'Internationale ouvrière».

Son niveau intellectuel et l'honnêteté de ses convictions sont historiquement incontestés. C'est pourquoi il est extrêmement gênant que Jean-Luc Mélenchon, le fondateur et patron de fait de la plateforme électorale LFI, ait souligné en amont des dernières discussions sur la formation du gouvernement – en insistant lourdement – que certaines personnes, telles que la présidente du groupe LFI Mathilde Panot ou le coordinateur du parti Manuel Bompard, n'ont pas seulement l'étoffe d'un·e Premier·e ministre, mais seraient plus qualifiés et supérieurs au vieux Léon Blum en son temps.

Quel gouvernement?

Après quelques tergiversations, l'alliance du NFP a pu se mettre d'accord sur une candidature commune au poste de Premier·e ministre. Il s'agit de Lucie Castets, 37 ans. Cette économiste et haute fonctionnaire, employée aux finances de la ville de Paris – dirigée par

le Parti socialiste, les Verts et le PCF -, a également fait partie des animateur/trices des collectifs de défense des services publics menacés par l'austérité et contre la «réforme» des retraites de 2023.

Macron, lui, souhaite attendre la mi-août pour se prononcer, afin d'accorder la «trêve olympique». Lorsque vous lirez cet article dans l'Archipel, le ou la chef·fe de gouvernement aura peut-être été nommé·e!

Depuis, LFI et les Verts français ont déjà fait l'objet de contre-campagnes massives de différents côtés. Mélenchon et LFI sont de toute façon des figures de haine pour de nombreuses personnes de droite de différentes tendances. Les positions antiracistes de LFI, auxquelles s'ajoute dans le contexte de la guerre à Gaza, depuis octobre 2023, une campagne pro-palestinienne très appuyée bien que controversée y compris

dans ses propres rangs, font le reste. Dans ce dernier cas, le rejet ne vient pas seulement de la droite, mais aussi du centre bourgeois et d'une partie de la gauche. Outre la véritable controverse sur les prises de position en matière de politique étrangère, une campagne de dénigrement indéniable s'y est ajoutée. Celle-ci se déroule dans le sens d'une «doctrine de l'extrémisme», selon laquelle les gauchistes seraient le reflet de l'extrême droite et au moins aussi mauvais que celle-ci; une telle doctrine était impensable en France pendant des décennies en raison du poids historique du Parti communiste après 1944, mais elle s'impose de plus en plus depuis l'arrivée de Macron au pouvoir.

Entre-temps, Macron et le bloc du centre-droit misent sur l'attente, mais surtout sur le fait que le NFP, qui se présente jusqu'à présent comme un bloc, pourrait se diviser. Il s'agit avant tout de convaincre le Parti socialiste ou une partie de celui-ci, éventuellement aussi les Verts, de participer à un gouvernement d'union du centre. Un facteur important s'y oppose toutefois: si le PS et les Verts abandonnent les positions actuelles du Nouveau Front Populaire et renoncent à des parties importantes de son programme, LFI, en tant qu'opposition de gauche restante, devrait en tirer des avantages importants en vue des futures élections...

Bernard Schmid
Juriste, Paris

1. Parti politique suisse de centre-droit qui prône une économie et une société libérales.

2. En 1914, le Parti Social Démocrate allemand (SPD) avait scissionné en raison des positions de ses membres pour ou contre la guerre. De là naît l'USPD aussi connu sous le nom de SPD-indépendant. Le Parti communiste d'Allemagne (KPD) quant à lui avait été fondé dans le contexte de la révolution allemande de 1918-1919, autour de la Ligue spartakiste. Ses membres les plus connus étaient Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, et Clara Zetkin.

* Ceci est une version abrégée pour Archipel. L'article complet a été publié le 24 juillet 2024 sur <Labournet.de>.

Femmes contre le réarmement nucléaire

Elu Iskenius, un lecteur d'Archipel en Allemagne, nous a fait parvenir le texte suivant qui décrit la résistance de deux femmes contre l'armement nucléaire, en particulier contre le site de Büchel dans l'Eifel¹.

Chère Rédaction,

Susan Crane, 80 ans, est enseignante, mère, grand-mère, objectrice de conscience, activiste non-violente contre les armes nucléaires et opposante active à toute guerre. Elle est citoyenne américaine de Californie et fait partie du mouvement des *Catholic Workers* aux États-Unis. Ces cinq dernières années, elle a vécu dans une maison pour sans-abris à Reedwood City. En raison de ses nombreuses actions antimilitaristes non-violentes, elle a passé jusqu'à présent 6 ans de sa vie en prison. Aujourd'hui, elle purge une peine de prison de substitution² de 229 jours pour avoir pénétré à plusieurs reprises dans le site d'armement nucléaire de Büchel/Eifel. Une vingtaine de bombes nucléaires américaines y sont stockées, chacune ayant une puissance destructrice plusieurs fois supérieure à celle larguée sur Hiroshima. Les soldats allemands s'y entraînent également à la guerre nucléaire, ce qui est contraire au droit international et signifie un meurtre de masse. Actuellement, cette base est transformée pour plus de 1,5 milliard d'euros afin d'y accueillir de nouvelles armes nucléaires B-61-12 et de nouveaux bombardiers furtifs F-35, qui devraient coûter au moins 10 milliards d'euros. Combiné aux nouveaux missiles à moyenne portée qui seront installés sur le sol allemand, cet armement nucléaire représente un risque accru de troisième guerre mondiale. À cinq reprises déjà, Susan Crane a pénétré dans la base militaire pour protester contre cette injustice. *«Les quatre actions auxquelles j'ai participé en 2019 et pour lesquelles je vais maintenant être condamnée étaient une tentative de mettre un terme à l'injustice: la planification et la préparation criminelles d'une attaque nucléaire sur la base de Büchel sont contraires au droit humanitaire international, aux traités inter-*

nationaux et violent la Convention de La Haye sur la guerre, les Principes de Nuremberg ainsi que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) – bien que les États-Unis ainsi que l'Allemagne y soient liés». Elle considère son séjour en prison, qui durera jusqu'en décembre 2024, comme une *«veillée derrière les barreaux»*. Elle serait heureuse que sa veillée soit visibilisée de l'autre côté des barreaux.

Les clôtures - plus importantes que la vie?

La deuxième femme courageuse, Susan van der Hijden, est âgée de 55 ans et originaire des Pays-Bas où elle a également rejoint les *Catholic Workers* – un mouvement pacifiste chrétien de base à Amsterdam. En 1998 et 2000, elle avait déjà participé à des actions non-violentes contre l'armement nucléaire en Angleterre. En 2023, elle a organisé avec d'autres activistes sur la base nucléaire de Völkkel aux Pays-Bas, l'action *«Pelle rose»* qui visait à passer sous la clôture de cette base nucléaire et protester contre la participation nucléaire des Pays-Bas. Elle a également participé aux actions de désobéissance civile contre les bombardiers Büchler sur le site d'armes nucléaires à Büchel en 2018 et 2019 et a donc été condamnée à 115 jours-amende. Au lieu de payer, elle préfère, comme l'autre Susan, faire des veillées derrière les barreaux. Devant le tribunal, elle s'est défendue en disant: *«Je n'ai pas grande confiance dans des lois qui, au lieu de protéger les citoyen-nes et les êtres humains, protègent des armes nucléaires qui représentent une violence contre les pauvres. Les clôtures sont plus importantes que la vie humaine... J'ai vu comment, à Kansas City, où sont fabriqués les bombardiers Büchler, des personnes ont perdu la vie à cause des mines d'uranium et des fabriques d'armes, à cause du cancer et d'autres maladies liées aux radiations. L'argent qui est investi dans les armes est volé aux plus pauvres de notre société. Il pourrait être dépensé pour la santé et l'éducation. J'ai bien fait ce dont j'ai été accusée par le procureur, mais je ne suis pas coupable. Je suis fière de cet acte. J'aurais aimé pouvoir faire plus».*

Résistance contre les armes nucléaires en Allemagne

Au total, depuis le début des années 2000, plus de 100 personnes ont été condamnées pour leur désobéissance civile à Büchel, 18 d'entre elles ont délibérément entamé leur veillée derrière les barreaux comme une étape conséquente dans leurs protestations contre la catastrophe nucléaire qui nous menace tous et toutes. Cette année, deux autres militants de Büchel entameront une veillée derrière les barreaux: Dennis Duval, vétéran américain du Vietnam originaire de Saxe, qui risque même d'être expulsé d'Allemagne par la suite, et Gerd Bünzly, originaire de Herford, qui ira en prison pour la quatrième fois à cause de ses actions à Büchel. Pour plus d'informations sur la désobéissance civile non violente contre les armes nucléaires en Allemagne, n'hésitez pas à contacter Ernst-Ludwig Iskenius <iskenius(chez)ipnw.de>.

MANIFESTATION À BERNE

Dans l'édition suisse de ce numéro, vous trouverez l'appel à la manifestation nationale contre les frontières meurtrières à la périphérie de l'Europe.

Rendez-vous le 28 septembre 2024, à 14h à Berne, Schützenmatte.

Entre nous pas de frontières - Pour une société ouverte au plus grand nombre.
Infos: sosf.ch

rissage de Büchel est en train d'être reconstruite pour faire de la place aux nouveaux avions de combat F-35 qui porteront les nouvelles bombes nucléaires B61-12, conçues et construites aux États-Unis. La planification, la préparation, la possession, le déploiement, la menace ou l'utilisation de ces bombes B61 sont illégales et criminelles. Les États-Unis, l'Allemagne et l'Otan savent que chaque bombe atomique de type B61 causerait des souffrances inutiles et de nombreuses victimes parmi les soldats et les civil-es, et provoquerait cancers, tumeurs et leucémies en masse, des malformations congénitales chez les enfants à naître, et empoisonnerait l'approvisionnement alimentaire.

«Nous n'avons pas le droit d'obéir», dit Hannah Arendt. Bien que nos actions puissent sembler futiles, nous comprenons qu'il est de notre droit, de notre devoir et de notre responsabilité de nous opposer à la planification et à la préparation de l'utilisation de ces armes. Elles sont illégales selon le Traité de non-prolifération nucléaire, que l'Allemagne et les États-Unis ont tous deux signé et ratifié, ainsi que selon la Convention de La Haye, la Convention de Genève et la Charte de Nuremberg. (...) Nous nous réveillons chaque jour avec la joie ferme de poursuivre notre *«veillée derrière les barreaux»*. Une joie tempérée par le fait de savoir que les autres femmes ici souffrent parce qu'elles sont séparées de leur famille et de leurs enfants, qu'elles ont des problèmes physiques ou psychologiques permanents ou qu'elles sont enfermées toute la journée dans une cellule sans pouvoir rien faire. Nous mêmes ne pouvons tenir ces *«veillées derrière les barreaux»* que parce que des gens nous apportent leur soutien. (...)

Susan Crane et Susan van der Hijden*
Établissement pénitentiaire de Rohrbach
juin 2024

* La lettre complète ainsi que d'autres informations sont disponibles sur le site web: <<http://brot-und-rosen.de>> ainsi que sur <www.noelhuis.nl/kernwapensweg>. Pour celles et ceux qui veulent écrire aux activistes de la paix en prison, voici leur adresse. Elles sont depuis peu en semi-liberté à Coblenze:

Susan Crane, Susan van der Hijden JVA Koblenz Offener Vollzug Simmerner Str. 14.a 56075 DE-Koblenz.

1. Au sud de Cologne, en Allemagne occidentale, la région occupe le Sud-Ouest de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et le Nord-Ouest de la Rhénanie-Palatinat.
2. Ces peines de prison se substituent aux amendes qu'elle a refusé de payer.

Lettre de la prison

(...) Nous sommes dans une cellule de prison, à 123 km de la base aérienne de Büchel, où sont stationnées une vingtaine de bombes nucléaires américaines. Actuellement, la piste d'atter-